

Marché Public d'Etudes

Communauté d'Agglomération du Calaisis
76 boulevard Gambetta
62101 CALAIS

NPNRU

Etude stratégique habitat à l'échelle de l'agglomération



Assistance à Maitrise d'Ouvrage

Cahier des Charges

1- CONTEXTE

- **L'Agglomération Cap Calaisis : institution, territoire et population**

Située dans la région Hauts-de-France, dans le département du Pas-de-Calais, l'Agglomération Cap Calaisis Terre d'Opale créée le 1^{er} janvier 2001 est au cœur du Pays du Calaisis. Le Pays du Calaisis regroupe trois communautés de communes et la Communauté d'Agglomération Cap Calaisis, qui représente 62% de la population du Pays, lequel porte le Schéma de Cohérence Territoriale adopté le 28 juin 2013. Au sein du Pays du Calaisis, la Communauté d'Agglomération Cap Calaisis Terre d'Opale a un rôle de centralité du bassin d'habitat tant du point de vue démographique (près de deux tiers de la population du Pays) qu'en termes d'équipements et services à la population.

Territoire maritime, l'agglomération est un carrefour de communication. Située à la jonction des autoroutes A16 (Paris-Dunkerque), A26 (Calais-Reims) et du tunnel sous la Manche (Paris-Londres), Cap Calaisis est à moins de trois heures de Londres, Paris et Bruxelles par la route et une heure trente par le TGV ou l'Eurostar.

Le territoire du Calaisis dispose d'une trame ferroviaire développée : l'agglomération est desservie par deux gares TER localisées à Calais (gare Centre et gare des Fontinettes située à proximité du quartier du Fort Nieulay), d'une halte ferroviaire située au sud du quartier du Beau-Marais reliant Calais à Dunkerque en trente minutes (cinq allers-retours par jour) et d'une gare TGV située dans la commune de Frethun.



Les deux quartiers de la nouvelle géographie prioritaire, le Beau-Marais et le Fort Nieulay, bénéficient au sein du territoire de l'Agglomération d'un positionnement géographique stratégique au cœur de la ville centre.

Les projets à l'échelle de l'agglomération :

- **Calais Port 2015**

Le projet d'agrandissement du Port est porté par la Région Hauts-de-France et consiste dans le doublement des capacités de transport de marchandises et de passagers à l'horizon 2020-2025. Ce projet sera structurant en termes de développement économique et de l'emploi à l'échelle du Calaisis.

- **La zone logistique de la Turquie**

Ce projet est porté par l'agglomération Cap Calaisis et vise à aménager au sud-est de l'agglomération une zone d'activité couplée à une double desserte ferroviaire et routière à destination des entreprises logistiques. Ce projet doit permettre de valoriser les atouts de l'agglomération en matière de desserte : port, tunnel sous la manche, voies ferrées, autoroutes.

- **Le parc d'attraction Heroic Land**

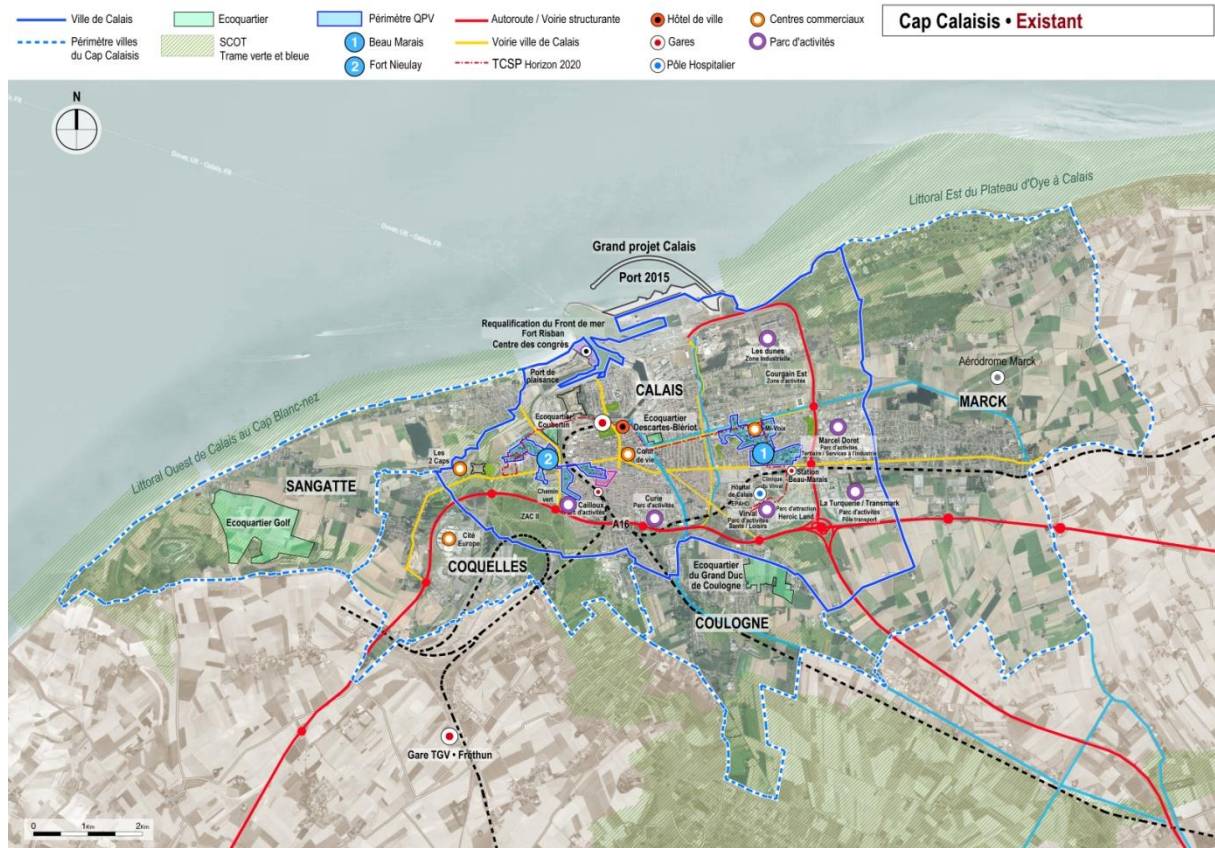
Le projet est porté par une structure privée appuyée par les partenaires publics locaux. Il doit permettre de créer dans le sud-est de l'agglomération un parc à thème à même d'attirer 1,5 millions de visiteurs par an.

- **Ecoquartier de Coulogne**

Le projet est porté par la commune de Coulogne et vise la construction à terme d'environ 600 logements dont 33% de logements locatifs sociaux.

- Ecoquartier du Golf à Sangatte

Le projet est porté par la commune de Sangatte et vise la construction d'un nouveau golf sur 120ha et de 270 logements dont 90 villas et 230 logements touristiques. Le projet doit aboutir à l'horizon 2022. Il est porté par une ZAC et un aménageur.



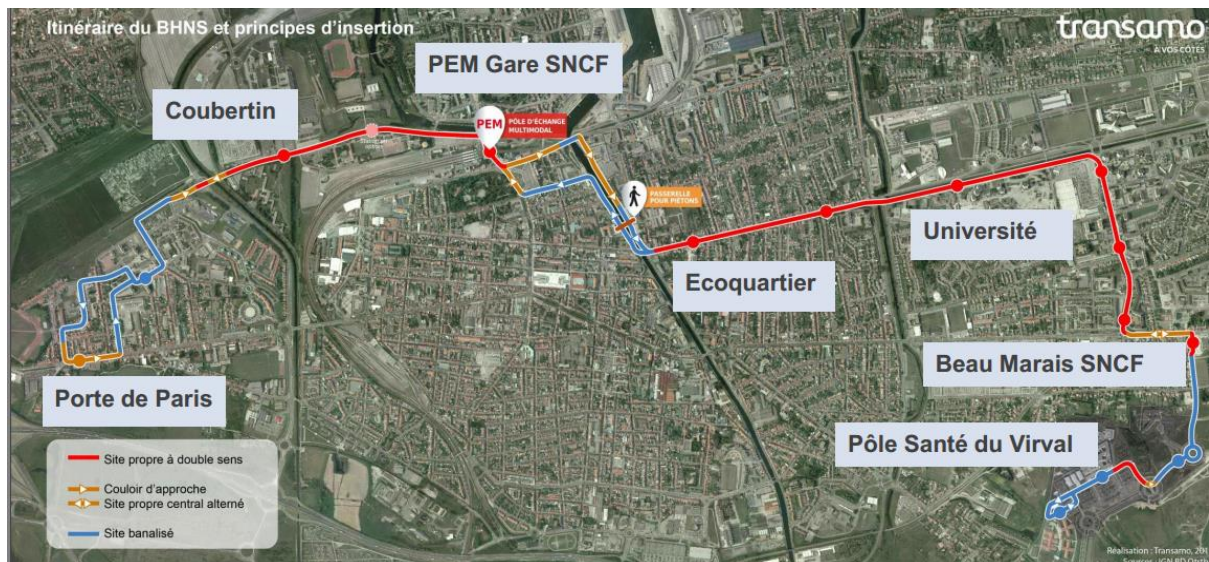
Les projets en cours au sein de l'agglomération

Les projets à l'échelle de la Ville de Calais

- TCSP Est-Ouest

Le projet consiste en la réalisation d'aménagements de voirie et d'espaces publics permettant la circulation d'un matériel de transport en commun à grande capacité de type bus séparé de la circulation générale. Il reliera les quartiers Fort Nieulay et Beau Marais en passant par le centre-ville jusqu'à la vaste zone d'activité du sud-est de l'agglomération (Hôpital, Turquerie). Il permettra la desserte des équipements publics majeurs de l'Agglomération (Université, lycées, Pôle santé du Virval) et des activités (centre-ville, centre-commercial Beau Marais, le futur parc de loisir Heroïc Land). Il s'accompagnera d'une refonte du réseau et de la création de pôles d'échanges (PEM de la gare SNCF et PEM secondaires). Après la validation du parcours en bureau communautaire le 9 mars 2016, le démarrage des travaux est prévu fin 2018 pour une mise en service par tronçon à partir de 2020 et jusqu'en 2025.

Ce projet présente une forte valeur ajoutée pour l'intégration des deux quartiers prioritaires au reste de la ville. L'insertion urbaine du TCSP dans les quartiers participera de la montée en qualité des espaces publics. La coordination des études et des travaux du TCSP avec les études et les travaux du NPRU sera primordiale pour la réussite de la transformation des quartiers. Le projet est une véritable opportunité pour les deux QPV.



Trajet validé du futur TCSP reliant le Fort Nieulay au Beau-Marais
Source : Sitac 9 mars 2016, présentation en Bureau Communautaire du 9 mars 2016

- **Ecoquartier Descartes**

Le projet, initié en 2009 et amorcé physiquement (travaux) depuis 2013 prévoit la construction d'environ 330 logements dans la zone centrale de la ville. 37% des logements programmés seront des logements sociaux. Le projet doit aboutir à l'horizon 2020 en fonction de la commercialisation des logements. L'ensemble des travaux d'espaces publics du projet ont déjà été réalisés.

- **Ecoquartier Coubertin**

La création de la ZAC Coubertin a été actée par conseil municipal du 30 mars 2016. La réalisation de cette ZAC (passage en conseil municipal) est envisagée pour septembre 2016.

Le projet prévoit la construction d'environ 200 logements (dont 50 logements comptabilisés pour le foyer de personnes âgées), la construction d'un équipement public dédié à la jeunesse et la politique de la ville qui ouvrira à l'horizon 2018, mais aussi des commerces et services de proximité. Des espaces publics de qualité viendront ponctuer le quartier et offrir des espaces de jeu et de détente aux futurs habitants. Les premiers logements seraient livrés à partir de 2020. L'opération devrait s'achever en 2025.

- **PNRQAD Saint-Pierre**

A l'horizon 2018, le projet au sein de la ZAC des Tullistes, située au cœur du quartier Saint-Pierre dans le sous-secteur des Fontinettes, prévoit la démolition de 41 logements et la construction de 225 logements dont 18 logements sociaux PLUS (béguinage), 9 logements en PSLA, 84 logements privés et une résidence sénior (115 logements).

• **LE PROJET DE RENOVATION URBAINE (ANRU 1)**

La ville de Calais et ses partenaires sont engagés depuis 2007 dans un projet de rénovation urbaine d'envergure sur le quartier Beau Marais, dans les secteurs Gauguin Matisse et Marinot, pour un montant d'investissement global de 168 millions d'euros TTC.

Le projet voulu par la ville et ses partenaires vise une restructuration profonde des quartiers à travers :

Un important programme patrimonial, mené notamment par l'OPH de Calais (676 démolitions, 676 reconstructions, 351 réhabilitations, 797 résidentialisations)

Ce projet d'envergure s'appuie sur 2 enjeux majeurs pour le Beau Marais

- Améliorer la qualité du cadre de vie des habitants
- Favoriser l'attractivité du quartier en vue de réduire la vacance et à terme d'attirer de nouvelles populations au sein de programmes mixtes.

Les avenants n°6 et n°7 de la convention sont venus renforcer l'intervention initialement prévue pour le Beau Marais. Des interventions complémentaires sur le bâti ancien du quartier Gauguin Matisse ont permis de pérenniser les premiers investissements réalisés et lutter contre l'aspect inachevé du projet tel qu'il était inscrit dans la convention. Les opérations de réhabilitation du patrimoine bâti et de prolongement du mail piéton au cœur du quartier, viennent ainsi assurer une cohérence urbaine.

Toutefois dès 2011, l'ANRU lors du comité d'engagement a exprimé sa volonté de voir réalisée une étude urbaine et de programmation pour le Beau Marais afin de réinterroger le projet à long terme et à l'échelle de l'agglomération. Cette étude a été menée fin 2012-début 2013. L'objectif était d'affiner à court terme le projet urbain voulu pour la partie centrale du secteur Gauguin Matisse sans obérer les possibilités d'aménagement à plus long terme. L'étude a ainsi préconisé les améliorations suivantes pour venir achever la rénovation du quartier Gauguin Matisse :

- Maintenir le prolongement du mail transversal sur sa partie ouest
- Intervenir plus qualitativement sur la rue Gauguin, complété par une démolition de l'école Corot, en vue d'accueillir à terme de l'habitat privé sur cet axe
- Aménager des espaces conviviaux au carrefour des zones d'habitat et d'équipement
- Envisager la création d'un axe nord-sud depuis l'avenue Saint-Exupéry jusqu'à la rue Guillaumet. Sur cette intervention lourde induisant des démolitions partielles et des acquisitions de parcelles seule une partie a été menée lors de l'avenant de clôture.
- Etudier les possibilités d'évolution pour le devenir de la copropriété commerciale.

Sur le secteur Marinot, la ville aménagera les terrains Marinot 1 et Toumaniantz 4 sud de la foncière logement, respectivement en zone de stationnement et en espace paysager.

L'ensemble de ces aménagements seront intégrés à la réflexion sur le devenir du quartier du Beau Marais dans le cadre du nouveau projet national de rénovation urbaine.

• LE NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN (ANRU 2)

Le Beau Marais mais aussi le Fort Nieulay font partie des 200 quartiers retenus par l'agence nationale pour la rénovation urbaine pour bénéficier du NPNRU, second programme de rénovation prévu sur 10 ans.

Plusieurs principes le distinguent du précédent Programme National de Rénovation Urbaine 2003-2015

- **La participation des habitants**
- **L'ambition assumée de la mixité**
- **L'ambition pour une ville durable**

Les étapes de la mise en œuvre du NPNRU sont les suivantes :

Dans le cadre du Contrat de Ville de l'Agglomération du Calaisis signé en 2015: le diagnostic global a permis d'identifier les quartiers pouvant faire l'objet du NPNRU.

Le protocole de préfiguration précise quant à lui les objectifs poursuivis dans le cadre du volet urbain du Contrats de Ville pour les deux quartiers identifiés. Le protocole arrêtera le programme de travail détaillé nécessaire pour aboutir aux projets de renouvellement urbain opérationnel.

La convention de renouvellement urbain quant à elle fixe les objectifs contractuels des projets opérationnels et prévoit le financement d'opération concourant à la réalisation des

projets. Cette convention du projet définitif sera élaborée et signée fin 2017 (calendrier prévisionnel). Elle fixera l'ensemble des opérations à réaliser et leur financement.

Le dossier du protocole de préfiguration est passé en réunion technique partenariale en juin 2016, le dossier passera en comité national d'engagement en septembre 2016.

Pour la communauté d'agglomération du Calaisis, il s'agit désormais de finaliser les études nécessaires à la signature de la convention définitive.

1- OBJECTIF DE L'ETUDE

Cette étude vise à élaborer une stratégie territoriale de l'habitat à l'échelle intercommunale élargi aux quatre communes qui rejoindront Cap Calaisis en 2017. L'étude aura, entre autre, pour vocation de proposer une évaluation du potentiel de diversification de l'offre de logements dans les quartiers en rénovation urbaine. Au-delà de la mise en place de la Convention Intercommunale d'Equilibre Territoriale et de son diagnostic territorial préalable, le territoire de Cap Calaisis, a besoin d'une étude qui interroge l'équilibre global de l'offre habitat à l'échelle de l'Agglomération du Calaisis et l'adéquation entre l'offre et les besoins. L'étude devra analyser les données relatives à la situation des marchés immobilier et foncier, l'état du parc social et privé, à l'occupation du parc social. Les projets en cours seront analysés et l'étude apportera un éclairage particulier sur la situation des QPV mais aussi sur les quartiers de veille. In fine, il s'agit de définir l'articulation des projets de renouvellement urbain à venir, et en particulier la programmation de l'offre sociale démolie et le potentiel de diversification des quartiers avec la politique générale d'habitat à l'échelle du territoire.

2- CONTENU DE L'ETUDE

Phase 1 : DIAGNOSTIC

Cette phase sera traitée à l'échelle de l'agglomération (+ 4 communes - janvier 2017) avec une déclinaison par commune.

L'objectif de cette phase préalable est d'analyser à la fois le fonctionnement du marché du logement et du foncier et des conditions d'habitat (état du parc, délai d'attribution, parcours résidentiel ascendant...) , et le contexte socio-économique territorial et de pouvoir procéder à une analyse fine et détaillée des quartiers en QPV.

Le diagnostic devra permettre d'identifier les marges de manœuvre et les leviers d'actions possibles. Il permettra aux élus de bien identifier les tendances à l'œuvre, de se projeter dans l'avenir et de préciser l'utilité de l'intervention publique. Il permettra en outre d'avoir une vision fine sur les possibilités de diversification de l'offre dans les quartiers en NPNRU.

Cette analyse prospective doit permettre d'explicitier les enjeux à moyen terme d'une politique d'habitat.

Le diagnostic doit permettre, sur la base d'une approche globale des problématiques locales, l'identification des atouts et des faiblesses, des menaces et des opportunités du territoire ainsi que la détermination des enjeux territoriaux.

1.1 Etude du marché du logement

Pour le fonctionnement du marché du logement, l'analyse de la situation existante et des tendances d'évolution, portera sur tous les segments de l'offre de logements (nature du parc, offre spécifique,

construction, évolution, habitat indigne, précarité énergétique...) et la demande de logements (estimation qualitative et quantitative des besoins existants et futurs des différentes populations, ...).

Elle sera complétée par l'identification et l'analyse des dysfonctionnements, l'évaluation des politiques de l'habitat déjà menées sur le territoire (OPAH, ORI, PRU, PRIME D'INSTALLATION AUX PRIMO ACCEDANTS, les opérations d'accession à la propriété...) et l'impact notamment sur la vacance des logements, des perspectives de développement et d'aménagement, notamment déterminées par les documents d'urbanisme.

Un accent particulier sera mis sur :

- La connaissance du marché foncier et l'impact des politiques foncières mises en œuvre ;
- Les interactions entre les différents segments du marché du logement (selon les publics, parc privé, parc social, logements neufs et constructions anciennes..) notamment en matière d'objectifs de mixité sociale.

Cette phase devra analyser les points de blocages et les facteurs pénalisant issus d'éventuelles inadéquations entre l'offre et la demande.

L'analyse du fonctionnement du territoire dans un contexte global pourra prendre appui sur les données dont l'agglomération dispose (listing en annexe). Des éléments complémentaires pourront être apportés par le prestataire.

En termes d'échelle :

Au plus large Il conviendra également, à ce stade, de replacer le territoire dans son environnement périphérique (positionnement par rapport à la Région, à la MEL, aux territoires voisins du littoral, au pays du calaisis)

A l'inverse, il sera nécessaire de zoomer sur les bassins de vie de la commune de Calais (cf carte de périmètre en annexe) et de procéder à une analyse plus fine des quartiers en QPV.

Forme du rendu

Les rendus attendus se réfèrent aux différentes prestations évoquées ci-dessus. Il s'agit de documents et outils de supports qui permettent de concourir :

- à la bonne réussite de la mission d'élaboration du diagnostic de l'Etude stratégique habitat à l'échelle de l'agglomération
- et en particulier à l'appropriation par les élus des enjeux qui ressortiront de ce diagnostic

Il s'agit de l'exécution :

- Des comptes rendus des réunions
- Des Diaporamas de présentation pour l'animation des réunions
- De la création de support étant de véritables outils d'aide à la décision (résumés synthétiques illustrés. Ils seront illustrés notamment de plans, de schémas, de tableaux et de textes en tant que de besoin pour leur bonne compréhension.

Le rapport final en 5 exemplaires couleur imprimés en recto-verso dont un non relié.

Tous les documents papiers fournis par le prestataire devront également être rendus aussi sous forme numérique, sous un format et une version compatible avec les logiciels dont dispose Cap Calaisis Terre d'Opale.

Afin que les documents graphiques puissent être intégrés dans la cartographie existante de l'Agglomération il s'agit de respecter les consignes suivantes :

Après approbation définitive de cette phase de diagnostic par le maître d'ouvrage de l'étude, les documents constitutifs du dossier définitif seront remis en 3 exemplaires papier dont un reproductible, ainsi qu'un exemplaire dématérialisé, qui devra être compatible et exploitable selon les spécificités suivantes :

- Tous les documents faisant référence à du texte ou à un tableur seront à fournir au format Windows .doc, .ppt, .xls ou .mdb (accesss)
- Tous les documents faisant référence à des fichiers rasters (images, photos, carto...) sont à fournir au format .jpg, .tiff ou .ai
- Toutes les données vectorielles sont à transmettre en format SIG (.tab et .mif, ou .mid) et / ou en format AUTOCAD .dxf en Lambert 93 CC50.
- Tous les documents faisant référence à des dessins techniques seront à fournir au format .dwg et .dxf., et devront se conformer à la charte graphique D.A.O. du maître d'ouvrage.
- L'ensemble de ces documents, compatible PC, ne sera en aucun cas protégé.

Lors de la constitution de la version dématérialisée, tous les fichiers correspondant aux différentes phases de l'étude ou du projet seront conformes aux documents papiers intermédiaires, c'est-à-dire aux mêmes caractéristiques de mise en page, police, couleurs, etc...

Le document dématérialisé devra être structuré de manière cohérente et les fichiers devront avoir des noms explicites.

Pour toutes informations complémentaires prendre contact avec le responsable du pôle SIG de la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

PHASE 2 ORIENTATIONS – CONCERTATION - Retour d'expérience - visite de site - expérimentation

2.1 Analyse des politiques publiques d'urbanisme

Cette phase intermédiaire devra analyser et présenter les conséquences sur le territoire d'étude ;

de l'application des réglementations en vigueur

des réformes en cours et à venir et des politiques d'aménagement en la matière

2.2 Concertation locale –expérimentation-visite de sites

A partir de l'analyse de la situation globale de l'habitat sur l'Agglomération, et en cohérence avec les projets pressentis, le prestataire pourra formuler des propositions qu'il jugerait pertinentes, favorables au développement de l'habitat, éventuellement faisant appel à l'innovation et à l'expérimentation.

De plus et avant l'engagement dans les orientations, des temps d'échanges, de concertation, d'information et d'écoute seront organisés avec les élus, pour recueillir leurs points de vue et remarques, afin d'enrichir les enjeux. Ils doivent permettre d'enrichir les débats et faciliter les orientations à venir.

Ce temps d'échange pourrait être enrichi de voyage d'étude pourra être proposé pour illustrer des propositions en lien avec le rôle de l'habitat en QPV et dans l'agglomération, ou des propositions innovantes.

2.3 Orientations

Sur la base des conclusions du diagnostic et des temps de concertation, il conviendra de définir les enjeux et de déterminer des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes de renforcement de l'offre de logements. Il est donc nécessaire pour cette phase de bâtir et proposer des scénarios de développement. Ils seront traduits en :

- besoins de logements à satisfaire en tenant compte de l'évolution urbaine démographique et d'emploi. ;
- définition des moyens, humains, fonciers, financiers qui seront mis en œuvre par Cap Calaisis Terre d'Opale, EPCI qui exerce la compétence "équilibre social de l'habitat ».

Ces enjeux et orientations seront déclinés par secteurs géographiques : bassins de vie, quartier politique de la ville et quartiers de veille, en tenant compte des spécificités mises en évidence lors du diagnostic. Une attention particulière sera portée au quartier prioritaire.

Le scénario retenu déterminera les actions propices permettant la concrétisation de l'offre nécessaire.

Les hypothèses doivent être confrontées avec la capacité du territoire à mettre en œuvre les futures actions.

Lors de la phase « Orientations », les objectifs devront donc aborder et porter sur :

Les principes d'intervention retenus pour atteindre l'objectif d'une offre suffisante, diversifiée et équilibrée, ce pour poser les règles de régulation du marché.

La proposition, avec des exemples illustrés de programme qui permettent la diversification des produits offerts.

L'identification de segments répondant à des besoins spécifiques (« niches »)

Les options de requalification envisagées (renouvellement urbain, habitat indigne...),

La définition des leviers d'intervention sur le foncier à même de soutenir et d'accompagner les orientations stratégiques puis les principes d'une stratégie foncière permettant la réalisation des objectifs affichés, en adéquation avec les documents d'urbanisme et de planification,

Les principes retenus pour répondre aux besoins des plus défavorisés et des besoins spécifiques .

Afin de bâtir la stratégie territoriale, les objectifs traduits en scénarios devront faire l'objet d'une hiérarchisation.

Les orientations doivent servir de « guide » aux politiques publiques et aux acteurs privés.

Forme du rendu

Les rendus attendus se réfèrent aux différentes prestations évoquées ci-dessus. Il s'agit de documents et outils de supports qui permettent notamment de concourir à la valorisation des temps d'échange et des visites qui seront organisées. Cette valorisation comprendra des espaces de concertation directe avec le chef de projet de l'étude

Il sera recherché en particulier l'appropriation par les élus des exemples présentés au cours des visites

Pour les autres directives concernant la forme de rendu de cette partie 2, elles sont identiques à celle de la phase 1.

Phase 3 : PROGRAMME D'ACTIONS

Le programme d'actions élaboré pour 6 ans minimum, sera la déclinaison opérationnelle des objectifs quantifiés et la localisation de l'offre nouvelle de logements par secteurs géographiques ainsi que des orientations de l'Etat et des partenaires financiers.

Les actions devront être adaptées aux réalités et spécificités du territoire. Cependant, l'innovation et l'expérimentation pourront également être abordées lors de la définition des actions. Les actions devront pleinement intégrer les principes du développement durable.

Il sera précisé pour chaque action :

- Le contexte réglementaire dans lequel elle s'inscrit,
- Les acteurs en présence, la compétence au titre de laquelle ils interviennent, les motivations, les capacités du porteur à réaliser cette action, les mesures d'accompagnement prévues
- Le territoire sur lequel elle se déroule,
- Les modalités de mise en oeuvre, de suivi, d'évaluation,
- L'objectif spécifique à atteindre,
- La durée, le phasage
- Le coût et les financements mobilisables,
- L'incidence prévisible sur les services publics communaux, intercommunaux, les finances communales et intercommunales et les autres effets induits.

Il sera indiqué les modalités de suivi et d'évaluation de chacune des actions.

Le programme d'actions comprendra notamment et donc sans exhaustivité, la localisation et la répartition de l'offre nouvelle des différentes catégories de logements, des outils opérationnels pour le parc privé et socialexistant, les produits à mettre en œuvre pour une offre diversifiée et l'énoncé de la stratégie foncière. Des éléments complémentaires devront être apportés par le prestataire.

Les actions devront être confrontées avec les capacités techniques et financières du territoire à les mettre en œuvre.

Forme du rendu

Pour les autres directives concernant la forme de rendu de cette partie 3, elles sont identiques à celle de la phase 1.

3- Compétences attendues de l'équipe

De manière globale, l'équipe retenue doit avoir :

- Une expérience significative dans l'animation et en matière de pilotage opérationnel de projets complexes à maîtrises d'ouvrage multiples sur des objectifs, des délais, des coûts, Une connaissance approfondie des dispositifs, circuits, modes opératoires des processus de peuplement, loi actuelle et à venir sur lesquels travaille l'Etat,
- La capacité à identifier clairement les enjeux, à apporter des solutions en adéquation avec le contexte socio-économique et réglementaire et aux besoins différenciés des communes qui composent le territoire.

- Une (des) expérience(s) significative(s) en matière de montage et de négociation de projets complexes, en quartier sur l'habitat social et privé
- Une connaissance des documents de référence de l'ANRU et des outils mis à disposition par l'Agence,
- Une compétence et une expérience en matière de promotion de projet, d'information et de concertation avec les élus.
- Analyse et traitement de données statistiques
- Connaissances précises du fonctionnement du parc social et de ses acteurs
- Connaissance du fonctionnement des processus d'attribution de logements sociaux
- Connaissances des politiques de peuplement
- Maîtrise des enjeux relatifs à la mixité sociale

Organisation de l'équipe

Le prestataire s'engage à désigner un chef de projet parmi les membres de son équipe. Il sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage, réalisera une part significative de l'étude et sera obligatoirement présent lors des réunions de présentation des travaux au Comité de pilotage.

4- Pilotage de l'étude

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération du Calaisis

Visite (s) de site(s) à programmer

Restitution en Comité de pilotage :

Une réunion du comité de pilotage devra être organisée à chaque phase importante de l'étude

La préparation et l'animation de ces réunions, ainsi que la rédaction des comptes rendus seront assurées par le prestataire.

Des comités techniques préalables à la restitution des phases pourront être programmés.

Ces comités de suivi (pourraient être égal à 4) et ces temps supplémentaires pourraient être organisés à la demande de la maîtrise d'ouvrage (au nombre de 3 maximum). Chacun de ces temps fera l'objet d'un prix détaillé par jour et par intervenant.